



MEXIQUE



D 2138 • Mx14

16-31 mars 1997

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

MOTS-CLEFS

Dialogue
Église-État
Répression
Guérilla

Face à une situation de plus en plus tendue au Chiapas LES ÉVÊQUES MEXICAINS TENTENT DE RELANCER LE DIALOGUE

Tout porte à faire croire que le gouvernement mexicain est en train de laisser pourrir la situation au Chiapas, d'autant plus que les prochaines échéances électorales du pays risquent de devenir le centre unique d'intérêt pour quelque temps. Le dialogue pour la paix est interrompu entre le gouvernement et l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). Des incidents graves se multiplient. C'est dans ce contexte de fortes tensions que la Conférence de l'épiscopat mexicain (CEM) appelle les parties en conflit à se rencontrer pour renouer le dialogue. Dans une déclaration faite à la presse, Mgr Raúl Vera López, évêque coadjuteur du diocèse de San Cristóbal, rappelle que le premier devoir du gouvernement est avant tout de répondre aux conditions de vie insoutenables de la

population indigène chiapanèque. Nous publions ci-dessous un article du journal mexicain La Jornada du 26 février 1997, sur le rôle que voudrait jouer la Conférence épiscopale pour relancer le dialogue et contenant des propos de Mgr Vera, qui seront critiqués le lendemain dans le même journal par la délégation gouvernementale en des termes que nous reproduisons également. On pourra lire aussi la lettre adressée par Mgr Vera au secrétaire général du gouvernement le 26 février 1997, ainsi que des extraits de la déclaration du provincial de la Compagnie de Jésus au Mexique suite à l'arrestation de deux religieux de la Compagnie et de deux paysans le 8 mars dernier dans l'État du Chiapas.

UNE COMMISSION DE L'ÉPISCOPAT DANS LA ZONE DU CONFLIT

Dans le but de comprendre pourquoi le dialogue de San Andrés Larráinzar n'a

pas été poursuivi, la Conférence de l'épiscopat mexicain (CEM) envisage de se réunir avec les acteurs du conflit armé du Chiapas.

Lors d'une conférence de presse, les évêques Samuel Ruiz, Sergio Obeso et Raúl Vera, membres de la Commission de réconciliation et de paix de la CEM, ont expliqué que leur objectif est "d'arriver à une compréhension la plus

exacte possible du processus actuel de dialogue afin de parvenir à la réconciliation" dans l'État du Chiapas où "le dialogue pour la paix est récemment entré dans une phase particulièrement difficile ; nous pouvons même dire qu'il a été interrompu".

Le président de la CEM, Sergio Obeso, a expliqué que les membres de cette commission se rendront en qualité de

SOMMAIRE

> MEXIQUE : Les évêques mexicains tentent de relancer le dialogue (1-4)

> AMÉRIQUE DU SUD : Les femmes andines parlent du développement durable et équitable (5-6)

> AMÉRIQUE LATINE : Vers le Synode des Amériques (7-8)

> AMÉRIQUE LATINE : Fragiles démocraties (9-10)

pasteurs dans la zone de conflit. Samuel Ruiz, évêque de San Cristóbal, a exprimé sa crainte que l'évolution du processus électoral de l'année 1997 ne puisse faire oublier le Chiapas. Également, l'évêque coadjuteur de ce diocèse, Raúl Vera, a déclaré que, parallèlement à l'augmentation des effectifs militaires dans la région, sont en train de se développer la prostitution, l'alcoolisme, les drogues et les divisions. En accord avec les leaders religieux mentionnés, l'Église avait elle aussi mis son espoir dans le dialogue de San Andrés pour débloquent le conflit "nous avons toujours beaucoup insisté en disant que le chemin n'était pas celui des armes et de la violence, mais celui du dialogue, mais maintenant nous nous inquiétons de voir que celui-ci butte sur des difficultés".

Le 25 février 1997 au matin, les trois évêques décident de se réunir, afin de rechercher comment leur commission pourrait devenir une instance d'"accompagnement" pour une société civile confrontée à des conflits violents. Dans le même sens, ils ont considéré indispensable de pouvoir établir des rencontres entre la Commission de concorde et de paix (Cocopa), la Commission nationale de médiation (Conai) et l'Armée zapatiste de libéra-

tion nationale (EZLN), en tant qu'interlocuteurs de la société civile, afin d'"envisager" les conséquences de la suspension du dialogue.

Pour l'évêque Raúl Vera, les protagonistes du conflit ont des intérêts politiques. Il a déclaré : "On voit qu'il y a un secteur qui aspire à se transformer en groupe politique. L'affrontement devient d'une autre nature s'il s'agit de proposer des solutions à ceux qui veulent avoir une présence politique. Cela ne devrait pas justifier que l'on sacrifie les gens".

Il considère qu'au Chiapas, mise à part la recherche de solutions réelles, on est en train de remettre en cause l'intégration des indigènes à la société civile. "La solution n'est pas militaire et il ne s'agit pas, pour qui que ce soit, d'obtenir un quelconque butin politique, car, au Chiapas, il s'agit d'être humains auxquels on se doit de garantir le développement. Nous voulons faire comprendre que l'État du Chiapas n'est pas une région isolée, mais bien un groupe humain qui aspire à vivre de façon plus juste et plus équitable. C'est pourquoi faire dépendre de certains intérêts la solution de ces problèmes revient à sacrifier les gens. Un véritable sens politique devrait conduire à une solution de cette affaire, d'une façon constante, progressive et sans tarder", a-t-il déclaré.

Au Chiapas, a ajouté le religieux, "la population est soumise à un jeu d'intérêts politiques et économiques et plus la solution tarde à venir plus les spéculateurs en profitent".

Pour R. Vera, la situation s'est dégradée avec l'augmentation de la prostitution, de l'alcoolisme, de la toxicomanie et des divisions qui "malheureusement ont été provoqués par l'armée avec multiplication de lieux de vice et l'arrivée dans la zone de femmes venant d'ailleurs. S'il n'y a pas de solution aux problèmes sociaux et si la pauvreté persiste, comme évêques nous nous demandons où donc peut conduire cette situation".

Selon les évêques, la solution au Chiapas passe par la "maîtrise de la marginalité, de la pauvreté et de la dégradation des conditions de vie. Ce sont ces conditions qui ont contraint les pauvres à emprunter la voie des armes" le 1er janvier 1994.(...)

"La croissance de la guérilla montre qu'au Mexique existe toujours un système qui aurait dû disparaître : c'est l'unique pays d'Amérique latine, à l'exception de Cuba, qui n'a pas entrepris des réformes réellement démocratiques pour que la vie institutionnelle et politique soit plus transparente. Et cela se paie maintenant. Je veux être clair : il faut condamner fermement la guérilla armée. Mais si on veut comprendre pourquoi elle est en augmentation, il est nécessaire de voir son lien avec l'absence de réformes démocratiques dans mon pays."

Jorge Castañeda

**Interview paru dans Clarín,
1 septembre 1996, Buenos Aires,
Argentine**

L'évêque de San Cristóbal a insisté sur le fait qu'il n'existe pas au Chiapas "d'incitation pour que la société civile prenne les armes". Il a signalé au contraire que les demandes d'intervention de la CEM dans la zone "sans l'intention de se mettre en avant", proviennent en partie des femmes des différents régions de la Forêt Lacandone qui voudraient une enquête sur la présence dégradante de l'armée dans les communautés indigènes. Il a précisé que cette demande n'émane pas de l'EZLN, mais d'un groupe de femmes réunis à Patihuitz lors de la Première rencontre nationale pour la paix, la démocratie et la justice avec 50 organisations civiles.

Samuel Ruiz a affirmé que le mouvement des militaires est rendu perceptible par l'augmentation des escarmouches et les contrôles qu'effectuent les soldats avec leurs armes visant et menaçant la population huit à dix fois par jour et non pas une fois tous les quinze jours".

Sergio Obeso, pour sa part, a expliqué que la CEM avait eu une attitude d'attente devant le développement du dialogue au Chiapas, mais depuis que celui-ci est entré dans "une phase particulièrement difficile", en tant qu'Église catholique "nous gardons l'espoir que le dialogue recommence".

"Nous nous sommes réunis, a-t-il ajouté, pour voir quel peut être l'apport de

"Le Mexique possède la deuxième armée en importance d'Amérique latine et c'est le troisième pays de la région pour les dépenses militaires, dépassé en cela seulement par le Brésil et l'Argentine, selon une étude rendue publique le 8 octobre 1996 par l'Institut international d'études stratégiques (...).

L'Institut s'est particulièrement intéressé au cas du Mexique, parce que, en raison des activités de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) dans l'État méridional du Chiapas, ses dépenses militaires ont atteint presque trois milliards de dollars, c'est-à-dire un milliard de plus qu'en 1994, année du soulèvement zapatiste."

**La Jornada, Mexico DF,
9 octobre 1996**

notre commission à la réconciliation dans cet État, mais en qualité d'accompagnement, car nous savons jusqu'où notre présence peut aller et, nous ne voulons pas dépasser les limites de nos fonctions. Une chose est claire, nous ne souhaitons pas jouer un rôle de premier plan, mais nous voulons nous mettre au service de quelque chose d'aussi sérieux et essentiel pour notre patrie que la paix.

La Jornada, 26 février 1997

UN COMMUNIQUÉ DU BUREAU DE PRESSE OFFICIEL

Au moment même où la délégation gouvernementale du dialogue pour la paix au Chiapas accusait l'évêque coadjuteur de San Cristóbal de Las Casas, Raúl Vera López, de "porter atteinte" aux relations entre les parties en conflit par ses déclarations publiques, le gouvernement fédéral a effectué le 26 février dernier au soir une réunion du haut niveau au secrétariat du gouvernement afin d'étudier la situation de l'État du Chiapas.

La délégation gouvernementale dirigée par Marco Antonio Bernal a réagi aux déclarations du religieux Vera López, par une déclaration de la Coordination générale de communication sociale du gouvernement, regrettant "le langage et le ton" employés par l'évêque lorsqu'il a "mentionné les représentants du gouvernement et les parlementaires qui ont participé au processus de négociation de San Andrés Larráinzar".

"Ce n'est pas le rôle du ministre d'un culte religieux d'émettre des jugements légers et péjoratifs à l'égard de l'une des parties intervenant dans le processus de paix que l'on veut soutenir", a signalé le communiqué sans préciser concrètement quels ont été les jugements portés par l'évêque.

Le bureau de la presse gouvernementale s'est limité à expliquer qu'il s'agissait de l'opinion publiée le 26 février dans le journal *La Jornada* page 15.

La Jornada, 27 février 1997

UNE LETTRE DE Mgr RAÚL VERA À EMILIO CHUAYFFET, SECRÉTAIRE DU GOUVERNEMENT

26 février 1997

Très cher Emilio,

Je te salue avant tout comme ami, toi qui a été jusqu'à présent compréhensif à propos des situations que nous vivons, toi comme gouvernant et moi comme évêque.

Je suis peiné de t'avoir causé sans doute des désagréments par mes déclarations d'hier à la presse. Mais, je suis davantage peiné de voir un peuple qui subit les conséquences, non pas "des déclarations irresponsables", mais des actions irresponsables réalisées pendant des années et des années contre ce peuple et qui durent encore aujourd'hui.

Je voudrais simplement que tu comprennes ce que c'est que de vivre chaque jour, en voyant et en écoutant ce qui nous est donné de voir de nos propres yeux et d'entendre de nos propres oreilles. Ainsi tu pourrais comprendre la raison qui m'a amené à parler de façon ironique des coeurs inhumains, endurcis par des intérêts éloignés du véritable bien-être de nos frères et soeurs de cette région. En effet, il n'existe ici aucune réponse à la question sociale. La situation se dégrade davantage de jour en jour. On n'apporte pas de solution au problème de fond, générant ainsi encore plus de conflits. Le problème du Chiapas ne peut pas être résolu par la guerre. Ici, on pourra peut-être tout détruire, mais on n'anéantira pas tous les pauvres du pays qui verraient dans ce massacre le sort qui les attend. Ils se lèveront avant d'être anéantis, et les pauvres au Mexique se comptent par milliers.

Par ailleurs, on peut se demander, en fin de compte, à quoi bon défendre un système politique qui n'a servi qu'un certain nombre (...) Ce système se borne à défendre une minorité au détriment de la majorité. Je t'avais dit

lors de notre dernière discussion que l'attitude actuelle ne relève pas d'une véritable vision politique pouvant aboutir à une solution car les solutions proposées sont fausses puisqu'elles visent à protéger un modèle social inhumain qui a fonctionné ici pendant des années. Or, il y a quelque chose qui a changé ici de façon irréversible, et si la situation était favorable jusqu'à maintenant à ceux qui défendent les intérêts dominants, aujourd'hui les choses ont changé.

La solution politique véritable consiste à assumer ce changement qui existe déjà et à le poursuivre en construisant un nouveau Chiapas dans lequel puissent désormais cohabiter les "vainqueurs" et les "vaincus". Ajourner ce changement est aussi injuste que périlleux, non seulement pour le Chiapas mais pour l'ensemble du pays.

Vous refusez l'occasion de construire quelque chose qui vaille la peine dans ce moment crucial de l'histoire du monde et du pays.

(...)

DEUX JESUITES ARRÊTÉS AU CHIAPAS

Le 8 mars 1997, à environ 14 h 45, deux jésuites Gerónimo Alberto Hernández López et Gonzalo Rosas Morales ont été arrêtés dans la localité de Palenque à hauteur de l'Auditorio Ganadero par des agents de la police judiciaire qui, avec une extrême violence, les ont fait sortir de leur voiture et monter dans un camion de la Sécurité publique¹.

Les agents les ont conduit dans un endroit inconnu et ont pris possession de la camionnette de l'organisation non gouvernementale "Fomento Cultural y Educativo A. C." (...)

Le gouvernement de l'État du Chiapas a fait circuler un communiqué le jour même de l'arrestation

1. Les avocats de la défense dénoncent l'état d'isolement dans lequel sont les détenus ainsi que les mauvais traitements subis (cf. *La Jornada*, 10 mars 1997 (NdT)).

accusant l'organisation Xi Nich² d'avoir provoqué la veille une embuscade contre la police de l'État dans la communauté de San Martín Chamizal, municipalité de Palenque. Les jésuites mentionnés sont membres de cette organisation.(...) Les habitants de la localité Emiliano Zapata de San Martín Chamizal, affirment qu'aucune embuscade n'a jamais eu lieu et que, en revanche ce même jour, 78 maisons ont été incendiées par plus de 700 agents de la sécurité publique qui ont également détruit toutes les affaires personnelles des habitants.(...)

David Fernández Dávalos,

Boletín de prensa

DÉCLARATION DU SUPÉRIEUR PROVINCIAL DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS

Le gouvernement de l'État du Chiapas a fait arrêter illégalement le 8 mars dernier, deux prêtres de la Compagnie de Jésus, Gonzalo Rosas Morales et Gerónimo Alberto Hernández López, ainsi que Francisco González Gutiérrez et Ramón Parceró Martínez. On les accuse d'une soi-disant embuscade où ils auraient tué deux agents de la Sécurité publique de l'État.

La Compagnie de Jésus rejette absolument la version diffusée par le gouvernement du Chiapas ainsi que la responsabilité des détenus dans les faits illégaux dont on prétend les rendre responsables. Les autorités de l'État du Chiapas sont en train de fausser la réalité et du coup par leur attitude elles portent atteinte au respect de l'État de droit, de la paix et des droits de l'homme.

Les Pères Rosas et Hernández ont depuis des années un itinéraire reconnue d'accompagnement pastoral et solidaire des peuples indigènes du nord de l'État du Chiapas. Ils ont participé au processus d'organisation et de gestion des communautés indigènes dans leur recherche d'une plus grande justice, d'un plus grand bien-être et de plus de fraternité entre les peuples.

Nous affirmons de façon catégorique, qu'ils n'ont rien avoir avec les faits dont ils sont accusés injustement. (...)

Nous demandons la libération immédiate et sans condition des détenus et la lumière véritable sur ces faits ainsi que l'arrêt des hostilités policières. Nous réaffirmons en dépit de ces diffamations que la tâche de tous les jésuites continuera en fidélité à leur mission au service de la foi et de la promotion de la justice.

Pour la Compagnie de Jésus, Mexique, le Supérieur provincial

Mario López Barrio S. J.

2. Cette organisation indigène pacifique a comme but la recherche de meilleures conditions de vie pour les communautés choles et tzeltales de la région du Chiapas. Les deux jésuites sont conseillers au sein de cet organisme (NdT).

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.